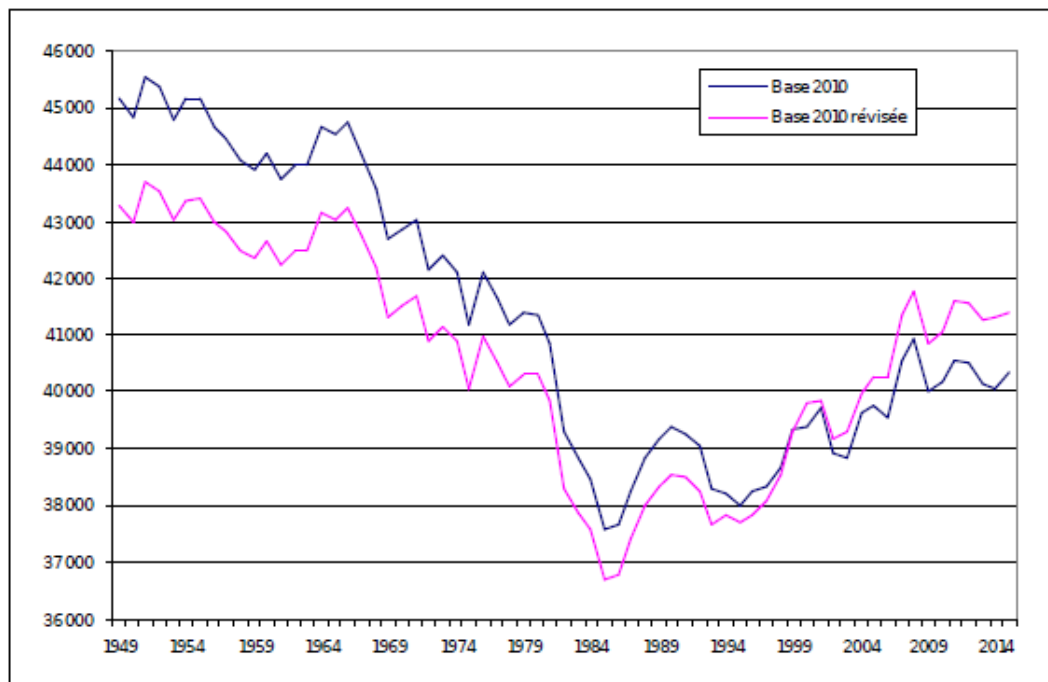


**Données statistiques sur les entreprises**  
**Demandeurs d'emploi inscrits à France Travail**

		Effectifs au 2e trimestre 2024 (en milliers)	Evolution (en %) sur	
			Un trimestre	Un an
France métropolitaine	<b>Catégorie A</b> dont :	2 808,7	-0,4	0,3
	Hommes	1 438,3	-0,1	1,1
	Femmes	1 370,4	-0,7	-0,5
	Moins de 25 ans	388,5	-1,0	3,4
	25 à 49 ans	1 641,9	-0,2	0,3
	50 ans ou plus	778,3	-0,5	-1,0
	<b>Catégorie A,B,C</b> dont :	5 112,7	-0,2	0,8
	Demandeurs d'emploi de longue durée (DELD)	2 227,4	-0,6	0,3
	<b>Catégorie D</b>	336,4	-1,5	-3,9
	<b>Catégorie E</b>	384,4	-0,5	4,5
France	<b>Catégorie A</b>	3 016,4	-0,4	0,2
	<b>Catégorie A,B,C</b>	5 389,0	-0,2	0,8

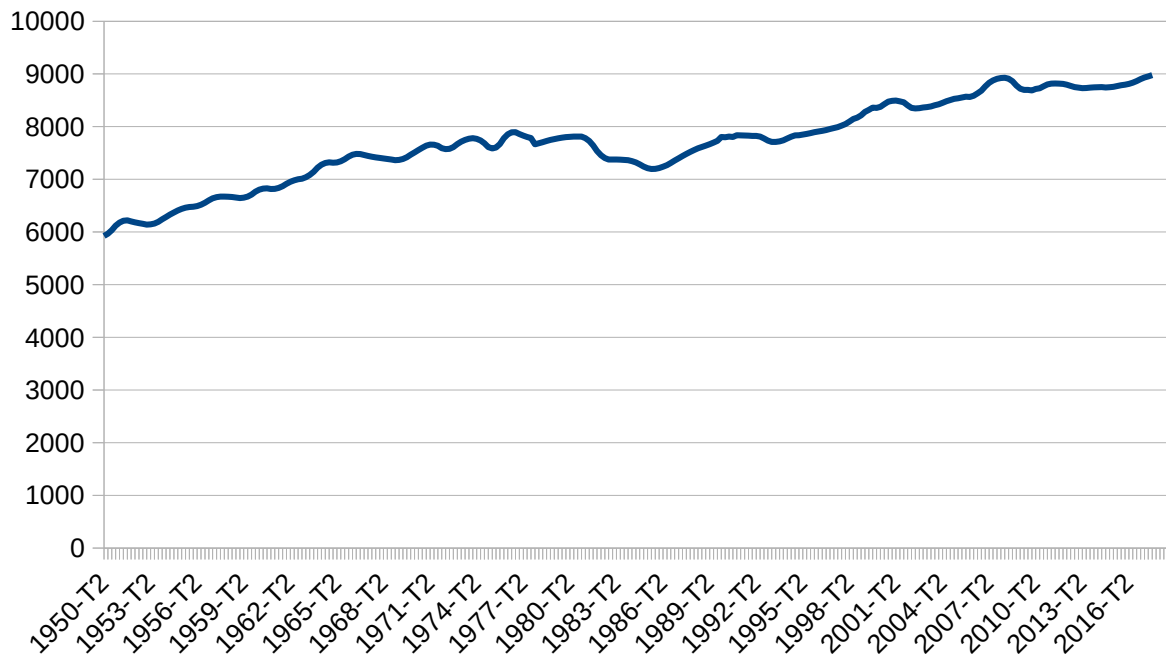
Données France travail

**Évolution du volume total d'heures travaillées (en millions) en France 1949-2014**



INSEE, « Évolutions méthodologiques du compte d'heures travaillées - Campagne 2017 »

### Evolution du volume d'heures travaillées par les salariés (en millions) en France 1949-2017



#### Le taux d'emploi plutôt que le taux de chômage pour évaluer le plein emploi

Au niveau Européen, le taux d'emploi est devenu l'indicateur statistique officiel pour déterminer si un pays se situe bien en situation de plein emploi. L'adoption officielle de cet objectif traduit plusieurs préoccupations :

- La volonté d'adopter un indicateur moins sujet à des manipulations statistiques que le taux de chômage. En effet, une partie des politiques de l'emploi des pays Européens durant les années 1980-1990 ont été consacrées à faire baisser au maximum le taux de chômage (pour des raisons électorales notamment) en positionnant des personnes susceptibles de chercher un emploi (et donc de gonfler les chiffres du chômage) dans la catégorie des inactifs : politiques de dispense de recherche d'emploi et de cessation anticipées d'activité pour les travailleurs âgés ; prestations familiales incitant les femmes à rester ou retourner au foyer, politique d'allongement des scolarités.... De telles politiques pouvaient aboutir à faire baisser les chiffres officiels du chômage, sans pour autant fournir un emploi à toutes les personnes qui le souhaitent

- La volonté d'augmenter au maximum le nombre de personnes en emploi, pour stimuler la croissance économique. L'objectif est alors non seulement de procurer un emploi à toutes les personnes qui le souhaitent, mais aussi à inciter voire à contraindre des personnes qui préfèrent rester à l'écart du marché du travail à intégrer celui-ci. La recherche d'augmentation du taux d'emploi a pu justifier la mise en œuvre de politiques visant à diminuer la valeur des revenus de transfert accessibles aux inactifs (minima sociaux, pensions de préretraite...) ou aux chômeurs (allocations chômage), à durcir l'accès à celles-ci ; à contrôler plus étroitement les chômeurs dans leurs recherches d'emploi pour réduire le temps passé au chômage ; à accroître l'écart entre les revenus perçus par les personnes en emploi par rapport aux inactifs et aux chômeurs (en versant des primes au retour à l'emploi, en leur accordant des crédits d'impôt...)

Jacques Freyssinet, « Taux de chômage ou taux d'emploi, retour sur les objectifs européens », *Travail, genre et sociétés*, vol. 11, no. 1, 2004.

### Capital fixe net par branche

	Encours en volume* en milliards d'euros		Variation en %	Répartition	
	1978	2019	1978-2019	1978	2019
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	143,9	108,9	-24,3	4,3	1,4
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	276,3	565,8	104,8	8,3	7,3
<b>Construction</b>	32,5	49,6	52,6	1,0	0,6
<b>Services principalement marchands</b>	2 351,0	5 980,5	154,4	70,7	77,7
<b>Services principalement non marchands (**)</b>	501,8	993,4	98,0	15,1	12,9
<b>Total des branches</b>	<b>3 323,3</b>	<b>7 699,0</b>	<b>131,7</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

(\*) En fin d'année aux prix de l'année précédente chaînés

(\*\*) Le poste "Services principalement non marchands" correspond au regroupement des items "Administration publique", "Enseignement", "Santé humaine et action sociale", soit au poste OQ des niveaux A10 et A17 de la Nomenclature Agrégée (NA) 2008.

Source des données : Comptes nationaux - Base 2014, Insee

Calculs de l'enseignant pour la variation et la répartition

### Définition des catégories d'entreprises au sens du décret de la LME de 2008

Chiffre d'affaires	Total de bilan	Effectif			
		Moins de 10 salariés	De 10 à 249 salariés	De 250 à 4 999 salariés	5 000 salariés ou plus
2 millions d'euros au plus	2 millions d'euros au plus	Microentreprises (MIC)	Petites et moyennes entreprises hors microentreprises (PME hors MIC)	Entreprises de taille intermédiaire (ETI)	Grandes entreprises (GE)
Plus de 2 millions d'euros à 50 millions d'euros inclus	Plus de 2 millions d'euros				
Plus de 50 millions d'euros à 1,5 milliard d'euros inclus	2 millions d'euros au plus	MIC			
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
Plus de 1,5 milliard d'euros	Plus de 43 millions d'euros				
	2 millions d'euros au plus	MIC	PME (hors MIC)		
	Plus de 2 millions d'euros à 43 millions d'euros inclus				
	Plus de 43 millions d'euros à 2 milliards d'euros inclus				
	Plus de 2 milliards d'euros				

Note : le cumul des zones prunes et oranges correspond à la catégorie PME au sens de la loi de modernisation de l'économie (LME).

INSEE, *Les entreprises en France, édition 2019*

### Poids des entreprises des différents secteurs d'activité en 2021 (en%)

	Valeur ajoutée hors taxe		Salariés en EQTP	
	En milliards d'euros	En %	En milliers	En %
<b>Services principalement marchands</b>	394,9	33,5	4 897,0	35,4
<b>Industrie</b>	324,6	27,5	3 244,3	23,4
<b>Commerce</b>	249,9	21,2	2 906,7	21,0
<b>Construction</b>	114,4	9,7	1 572,5	11,4
<b>Transports et entreposage</b>	95,1	8,1	1 215,1	8,8
<b>Ensemble</b>	1 178,9	100,0	13 835,7	100,0

Champ : France, entreprises des secteurs principalement marchands non agricoles et non financiers.  
Lecture :

- en 2021, les services principalement marchands génèrent 33,5 % de la valeur ajoutée hors taxes.
- en 2021, les entreprises des services principalement marchands emploient 35,4 % des salariés en EQTP.

Source : INSEE, Ésane

### Les 13 premières licornes françaises en 2024

